

Le PDG d'Alstom, entreprise spécialisée dans le ferroviaire et la production d'énergie, a annoncé la suppression de 1300 postes en Europe. Il refuse de dire quels sites et quels pays seront les plus touchés et se veut rassurant pour les 18 000 employés en France ! Motif des suppressions de postes : des résultats moins bons que prévus !

La France est la première base industrielle d'Alstom, avec 18 000 employés, soit près de 20% des effectifs totaux.

Alstom n'en est pas à son premier coup d'essai. En 2010, le groupe avait déjà supprimé près de 4 000 emplois en Europe et aux États-Unis. En 2011, 1 380 emplois disparaissent.

Dans le jargon utilisé par le PDG Patrick Kron, un "*scénario de faible croissance*" avec des marchés dont la

"croissance se révèle plus faible qu'anticipée il y a dix-huit mois"

est aujourd'hui invoqué. Ainsi, les commandes auraient chuté de 22 % fin septembre 2013 par rapport à septembre 2012. Le bénéfice net d'Alstom a reculé de 3 % à 375 millions d'euros entre mars et septembre. Pourtant, le chiffre d'affaires est resté quasi-stable avec 9,73 milliards d'euros. Dans le contexte, ce sont des résultats meilleurs qu'attendus !

Les décisions de court-terme doivent cesser ! Le capitalisme financiarisé contraint les acteurs économiques à réfléchir sur un ou deux semestres. Il faut voir plus loin ! Entre l'année 2009-2010 et l'année 2012-2013, le chiffre d'affaires est passé de 19,6 milliards à 20,2 milliards d'euros ! Le carnet de commandes de 42,6 milliards à 52,9 milliards ! Si les bénéfices se sont réduits de 1,2 milliard à 802 millions d'euros sur la période, c'est à cause de la crise ! Les bénéfices étaient descendus à 462 millions en 2010-2011. Ils remontent depuis lors.

Donc l'activité s'est accrue !

Pour preuve, il y avait 76 000 employés en 2009-2010, il y en a 92 000 aujourd'hui.

La réalité de ces suppression de postes vient de **l'injonction l'actionnaire majoritaire**

d'Alstom, Bouygues (29,4% du capital), à étoffer ses marges

, pour mieux rémunérer les investisseurs, dont lui en premier... aux dépens de l'économie réelle et des 1300 salariés ! En effet, Alstom rapportera 51 millions d'euros au résultat net du troisième trimestre 2013 de Bouygues, contre 67 millions d'euros un an avant et 55 millions d'euros contre 59 millions un an auparavant pour le quatrième trimestre 2013. Pauvres actionnaires !

Si le carnet de commandes d'Alstom a chuté, c'est à cause de forte baisse de la demande européenne à laquelle font face les producteurs d'énergie, qui réduisent ainsi leurs dépenses. Or l'énergie générerait 80% des bénéfices du groupe selon le Crédit Suisse, cité par les Echos. De plus, le groupe cherche à s'implanter dans les pays émergents, alors qu'il subit une concurrence d'autres groupes plus importants. Conséquence : la cote boursière d'Alstom a baissé de presque 10% depuis le début de l'année et les actionnaires sont moins bien rémunérés.

Bref, ce sont les Bourses et les actionnaires qui font la pluie et le beau temps sur des considérations purement de profits et de rentabilité immédiats, sans vision stratégique ou énergétique d'avenir à long terme ! Au moins ces suppressions de postes auront fait une heureuse : la Bourse de Paris, où le titre Alstom signait la meilleure performance du CAC 40 le jour de l'annonce !

1300 salariés d'Alstom seront les victimes des vautours de la finance et du refus de relancer l'économie par les investissements et la consommation, de la part du gouvernement Ayrault. Comble de l'ironie, Mr Montebourg a ainsi remercié le groupe d'avoir "épargné la France". On aurait pu croire qu'un Ministre du redressement productif aurait une toute autre utilité ! Quel aveux de faiblesse ! Nous n'avons pas besoin de ses remerciements ou de ses commentaires sur les décisions des groupes, mais plutôt un cadre politique et législatif qui les contraigne ! De décisions qui relancent l'activité, qui jugule la finance, qui évite de saper notre tissu industriel.

On nous affirme que les sites français ne seront pas ou peu touchés, sommes-nous en sûrs ? Pendant combien de temps ? Les sites de Belfort et d'Ornans seront-ils exempts de futurs plans sociaux ?

**Sauvons nos emplois partout en France ! Refusons ces plans de licenciements !
Résistons face à la finance !**